

Le PQ recolle ses morceaux de justesse

Harel choque mais Chevrette évite le pire



Guy Chevrette

GILLES LESAGE

QUÉBEC — Il s'en est fallu de peu qu'un nouveau schisme ne déchire le Parti québécois, hier.

Se félicitant d'avoir évité une suspension de six mois, même après avoir refusé de présenter des excuses pour n'avoir pas respecté les règles internes au parti, la députée Louise Harel a failli remettre en question le consensus fragile que le Parti québécois avait établi de peine et de misère, samedi. Hier, des militants, surtout des jeunes péquistes,

qui s'estimaient bernés, voulaient demander son expulsion, sinon quitter eux-mêmes le PQ.

Comme la veille, ce n'est que grâce à la médiation incessante du chef de l'opposition, M. Guy Chevrette, que tout est finalement rentré dans l'ordre, du moins pour le moment, et que les délégués au conseil national sont apparemment réconciliés. Mais les dirigeants du Comité national des jeunes continuent de craindre une radicalisation du PQ, où ils se sentent moins à l'aise que sous le chef démissionnaire.

En fin d'après-midi, samedi, la députée de Maisonneuve, avait soulagé et réjoui tous les militants en disant accepter le blâme sévère de l'exécutif; elle s'engageait si, dans l'avenir des circonstances exceptionnelles commandaient des gestes semblables (la fronde de trois députés contre M. Pierre Marc John-

son), à les poser à l'intérieur des instances du PQ. Hors de la salle, toutefois, Mme Harel se réjouissait d'avoir réussi à s'en tirer honorablement sans modifier sensiblement sa prise de position du matin. Elle ne pouvait exprimer ni des regrets, qu'elle ne ressentait pas, ni des excuses.

Voir page 8 : Le PQ



Louise Harel

Un nouveau chef le 15 mai

—page 2

Les moules sont mises au ban

ISABELLE PARÉ

À la suite de l'alerte aux moules des Îles-de-la-Madeleine lancée samedi par le ministère des Pêches et Océans, le plus important distributeur de poisson et de fruits de mer au Québec a décidé hier de cesser complètement sa distribution de moules à travers la province et ce, jusqu'à ce que tout danger pour les consommateurs soit écarté.

Le vice-président aux communications de la compagnie Dellixio, M. Reynald Gagné, a indiqué hier que devant l'incertitude actuelle, la compagnie préférerait ne pas prendre de risques et cesser toute distribution de moules au Québec.

« La sagesse requiert un arrêt total de la distribution des moules, qu'elles soient du Québec, du Maine ou du Rhode Island. Tant que le ministère des Pêches et Océans n'aura pas clarifié la situation nous ne prendrons pas la chance de mettre la santé des consommateurs en danger », a-t-il fait savoir. Et ce, même si cette décision doit déplaire aux restaurateurs, leurs principaux clients.

En effet, Dellixio détient 40 % du marché au Québec et fournit les poissonneries Waldman, Saint-Laurent et Provigo Distributions. La compagnie, qui distribue plus d'un million de livres de moules par année, dessert la majorité des restaurants et des hôtels montréalais et près de 70 % des restaurateurs de la Vieille capitale.

Provigo distributions a aussi fait savoir hier que les moules seraient exclues des tablettes des supermarchés Provigo, Maxi et des magasins Héritage, Axxep et Jovi.

Le nouvel avertissement, touchant cette fois les moules des Îles-de-la-Madeleine, a été lancé samedi par le ministre de la Santé et du Bien Être Social, Jake Epp, et le ministre des Pêches et Océans, Thomas Siddon.

Sur huit échantillons de moules prélevés aux Îles, deux contenaient des substances potentiellement dangereuses pour la santé. Et dans deux cas d'intoxication, la maladie a pu être reliée à la consommation de moules des Îles-de-la-Madeleine, a fait savoir hier M. Ted Baker, porte-parole pour Santé et Bien-Être Social. Bien qu'il n'y ait pas encore de certitude, le ministère soupçonne que les moules madelinottes sont atteintes de la même contamination que celles de l'île du Prince-Édouard.

Depuis la mi-novembre, 17 personnes ont été intoxiquées après avoir consommé des moules de l'île du Prince-Édouard. Quatre d'entre elles sont toujours aux soins intensifs d'hô-

Voir page 8 : Les moules

LE NOUVEAU MONTRÉAL

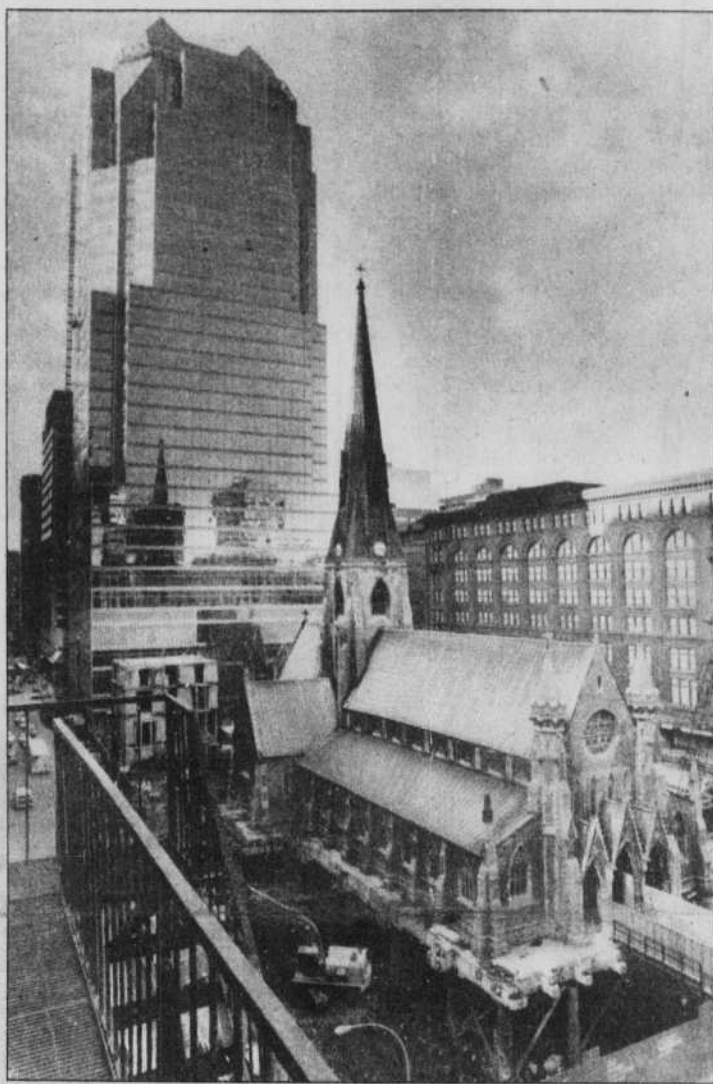


Photo Jacques Grenier

L'insolite édifice des Coopérants : le plus important projet immobilier à Montréal depuis 20 ans. Un clin d'oeil à la flèche de l'église Christ Church, soulevée par une forêt de piliers en béton.

Les architectes s'en donnent à coeur joie

ISABELLE PARÉ

Montréal prend des airs nouveaux. Des grues frémissantes et des gratte-ciel à la fois miroitants et audacieux égratignent le ciel. Ce nouveau 'look', la métropole le doit pourtant à une petite poignée d'architectes qui, en tandem avec un service d'urbanisme de plus en plus présent, profilent la ville sur leurs tables à dessins.

Plus frondeurs et moins discrets qu'avant, les nouveaux immeubles et les projets de rénovation continuent de proliférer dans le centre-ville. La liberté architecturale n'a plus de limi-

tes; on soulève des cathédrales, on déplace des presbytères. La maison Alcan, le vieux Windsor et les Cours Mont-Royal, revampés, sont plus éclatants que jamais.

Depuis 1983, des projets d'une valeur de plus de \$ 150 millions ont été mis en chantier dans la métropole.

D'après l'architecte montréalais Ray Affleck, à qui l'on doit la Maison Alcan, la Place Bonaventure, les Cours Mont-Royal et la rénovation de l'hôtel Windsor, les développeurs sont sans aucun doute plus soucieux qu'avant de la qualité architecturale de leur

Voir page 8 : Les architectes

Ottawa rappelle son ambassadeur à Port-au-Prince

CAROLE BEAULIEU

Insatisfait des mesures prises par les autorités haïtiennes pour assurer la tenue d'un scrutin démocratique, le gouvernement Mulroney a rappelé hier l'ambassadeur canadien en Haïti, M. Claude Laverdure.

Le gouvernement canadien est « mécontent », a expliqué hier un porte-parole du cabinet Mulroney. Les autorités haïtiennes ne prennent pas les mesures suffisantes pour relancer le processus électoral dans un climat démocratique et sûr.

Selon un communiqué diffusé hier par le ministère des Relations Extérieures, la consultation avec M. Laverdure devrait permettre à Mme Landry de mieux évaluer la situation exacte vécue en Haïti avant d'arrêter d'autres mesures. L'interruption de l'aide économique n'est pas exclue, a déclaré hier au DEVOIR l'attaché de presse de M. Mulroney.

Le gouvernement « demeure profondément préoccupé par la situation », a déclaré hier le ministre des Relations Extérieures, Mme Monique Landry. L'objectif du Canada demeure le même, a précisé Mme

Landry: « qu'Haïti accède à la démocratie ». Il serait toutefois prématuré, a-t-elle ajouté, de préciser quelles mesures le gouvernement entend prendre.

L'ambassadeur canadien devrait retourner en Haïti d'ici quelques jours « selon le résultat des discussions », a déclaré Mme Landry.

Le rappel de M. Laverdure n'a pas satisfait la communauté haïtienne du Québec encore bouleversée par le bilan du 29 novembre: 35 personnes assassinées, des centaines d'autres personnes blessées lorsque des hommes armés ont attaqué des bureaux de scrutin et des bidonvilles.

Plusieurs centaines de Montréalais d'origine haïtienne sont descendus dans la rue hier soir pour protester contre « le manque de fermeté du gouvernement canadien » et l'accuser de complicité avec les ceux qui

Voir page 8 : Haïti

Voir nos autres informations

—pages 3 et 5

Gorbatchev arrive à Washington

200,000 manifestants pour les « refuzniks »

WASHINGTON (AFP, AP) — Quelque 200,000 manifestants, selon des sources policières, dirigés par d'anciens dissidents juifs soviétiques et des personnalités du monde politique et culturel américain ont défilé, hier, dans les rues de Washington en faveur des « refuzniks ». Au même moment, à Moscou, des « refuzniks » ont manifesté devant le ministère des Affaires étrangères pour exiger le droit à l'immigration.

Les manifestants américains ont demandé la « Liberté pour les juifs soviétiques », à la veille de l'arrivée dans la capitale américaine du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev. L'agence TASS a qualifié cette manifestation de « ramassis anti-soviétique ».

En tête de la marche, entre la Maison-Blanche et le Capitole, se trouvaient l'écrivain Ellie Wiesel et l'ex-dissident soviétique Anatoly Ctcharanski. Plus de 500 Canadiens se sont joints à la manifestation qui a

reçu l'appui de MM. Joe Clark, John Turner et Ed Broadbent.

Le président Ronald Reagan a fait parvenir un message de soutien aux protestataires. Il demandera « avec insistance », a-t-il dit, lors de ses entretiens avec M. Gorbatchev « la libération de tous les refuzniks, une totale liberté d'émigration et une totale liberté d'expression religieuse et culturelle. Nous ne nous satisferons pas de moins que cela », a-t-il ajouté.

Parmi les marcheurs se trouvaient quelques candidats aux présidentielles: le vice-président George Bush, le chef de la minorité républicaine au Sénat Robert Dole, l'ancien secrétaire d'État (Républicain) Alexander Haig et le sénateur démocrate du Tennessee Albert Gore.

« Laissez notre peuple partir », « où est la transparence (glasnost) pour les juifs soviétiques », lisaient-on sur les banderoles des manifestants.

Voir page 8 : 200,000

«Encore utile», croit Bourassa Le RÉA est là pour rester

BERNARD DESCÔTEAUX

Le Régime d'épargne actions créé en 1979 par Jacques Parizeau survivra à la crise actuelle, assure le premier ministre Robert Bourassa qui croit que ce programme a encore son utilité.

Telle est l'assurance qu'a donnée le premier ministre Bourassa lors d'une entrevue au DEVOIR au cours de laquelle il a indiqué que les actions accréditées avaient également la faveur du gouvernement québécois. Le maintien de celles-ci dépend toutefois de l'attitude que prendra le gouvernement fédéral.

M. Bourassa a voulu par cette déclaration clore le débat qui a cours depuis quelques mois déjà dans les milieux économiques et financiers sur l'utilité de ces deux mesures d'exemptions fiscales qui depuis leurs mises en place ont coûté plusieurs centaines de millions de dollars au trésor public. Le RÉA à lui seul a entraîné des pertes de revenus de quelque \$ 800 millions.

« Je constate qu'il y a un débat, que certains disent que le RÉA a fait son temps. Je ne suis pas d'accord avec ça », a dit le premier ministre. Son efficacité maximale a peut-être été atteinte, mais cette mesure est encore utile, a-t-il noté, laissant entendre que d'autres mesures pourraient être prises dans le budget du

Voir page 8 : Le RÉA

AUJOURD'HUI

ÉCHEC DU SOMMET DE LA CÉE

Le sommet des Douze s'achève à Copenhague sur un constat d'échec et le spectacle de la désunion. Page 5

L'IRAN FRAPPE DANS LE GOLFE

Après une trêve de dix jours, l'Iran attaque deux pétroliers et fait un mort. Page 5

LA RÉFORME FISCALE : DES DIRIGEANTS MAL INFORMÉS

Selon un sondage réalisé par la maison Créatec +, 40 % des dirigeants d'entreprises de la région métropolitaine se disent mal informés du projet de réforme fiscale du gouvernement fédéral. Page 11

Gorbatchev a créé une toute nouvelle dynamique

JOCELYN COULON

La signature du traité INF et le troisième sommet Reagan-Gorbatchev, qui débute aujourd'hui à Washington, enclenchent une nouvelle dynamique qui mènera à d'autres accords de désarmement, estiment trois spécialistes québécois des affaires internationales et militaires.

Le succès de ce mouvement vers une nouvelle ère de coopération Est-Ouest est en grande partie dû au leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev qui a bousculé, depuis deux ans, Soviétiques comme Américains pour

imposer un spectaculaire agenda sur le désarmement et prouver au monde que son pays veut discuter sérieusement de ces questions, pensent les professeurs Jacques Lévesque, de l'UQAM, Michel Fortman et Jean-Guy Vaillancourt, tous deux de l'Université de Montréal.

« Pour M. Gorbatchev, il s'agit de créer un moment qui va nécessairement déboucher sur d'autres accords dans le domaine du contrôle des armements (armes stratégiques et spatiales, chimiques et arsenaux conventionnels). En relançant ce processus, bloqué depuis une dizaine

d'années, il va forcer les États-Unis et les Européens à s'impliquer davantage dans le désarmement et à redéfinir leurs relations avec l'Est », déclare M. Lévesque, sociologue de réputation internationale.

Selon Michel Fortman, professeur d'études stratégiques, si le traité sur les missiles intermédiaires (INF) ne représente pas grand chose sur le plan militaire (3 % de l'arsenal nucléaire), il innove de deux façons: pour la première fois une classe entière d'armes nucléaires est éliminée et les clauses sur la vérification de

Voir page 8 : Gorbatchev



Photo Jacques Grenier
M. Jacques Lévesque



Photo Jacques Grenier
M. Jean-Guy Vaillancourt

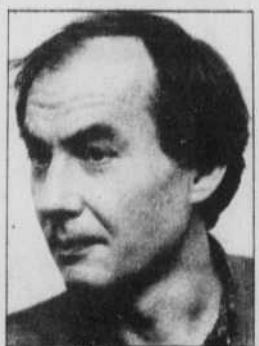


Photo Jacques Grenier
M. Michel Fortman

Cécile Huot
Si mon violon m'était conté

Cécile Huot
117 pages, 14,95 \$
Illustrations de Josette Michaud et de Georgeta Pusztai
«...la belle aventure d'un petit garçon qui voulait tout savoir sur son violon...»
Sous forme de conte, les réponses à toutes les questions des jeunes et moins jeunes quant aux opérations exigées par la confection d'un violon!

VOUS NE REGRETTEREZ JAMAIS D'AVOIR OFFERT CES LIVRES À VOTRE ENFANT!

SI MON VIOLON M'ÉTAIT CONTÉ
Cécile Huot
NOUVEAUTÉS
En vente dans toutes les bonnes librairies

DÉCOUVRIR L'HISTOIRE PAR L'ARCHITECTURE
Rédigé par le Programme Patrimoine du Musée des beaux-arts de Montréal et de la Fondation Héritage Montréal
88 pages, 19,95 \$
Partez, avec votre (vos) enfant(s) à la découverte de l'histoire et de l'architecture montréalaise!
Illustré de 45 photographies et de 55 illustrations, ce volume extraordinaire comprend une affiche en couleur, un lexique illustré et un itinéraire dans le Vieux-Montréal.

Méridien ÉDITIONS DU MÉRIDIAN
1980, rue Sherbrooke ouest, bureau 520
Montréal (Québec) H3H 1E8
Tél. (514) 932-9037

Découvrir
L'HISTOIRE PAR L'ARCHITECTURE
Les éléments d'architecture classique à Montréal

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Les architectes

édifices. Il y a un changement de perception chez les gens, les architectes, la Ville et les développeurs aussi. Montréal était en retard. Maintenant, c'est une ville internationale qui regarde vers l'extérieur et l'architecture devient un des grands atouts au point de vue économique. C'est rentable d'avoir une belle ville !

L'architecte Murray Goodz, concepteur de l'élegant édifice de l'Industrielle-Vie, avenue McGill, et de la Place-Félix Martin, estime qu'avec un service d'urbanisme de plus en plus dynamique, Montréal se compare aisément à Boston ou New-York en terme d'intervention dans l'aménagement urbain.

Aussi, à la Place Félix-Martin, au nouveau siège social de la Banque de Nouvelle-Écosse, qui flanquera le siège social de l'OACI, et à la future maison de France, on construira en granit, sur proposition du service d'urbanisme.

« Le granit est à l'honneur par ce que c'est un matériau noble, chaleureux, qui vieillit bien. Montréal possède déjà beaucoup d'édifices de pierre, alors on tente d'éviter le béton qui est beaucoup plus froid », explique M. Jacques Besner, du service d'urbanisme.

« Il y a un style à Montréal. Pour l'Industrielle-Vie, on a utilisé un toit de cuivre, ce qui est très typique de l'architecture d'ici. À Ottawa, on utilise le verre, alors qu'à Montréal on se sert du granit québécois, qui provient de Bagotville. Les progrès technologiques y sont pour beaucoup aussi. Maintenant on tranche la pierre comme du verre. Il y a quelques années, on avait encore des méthodes 'égyptiennes', explique l'architecte de la firme Tolchinski & Goodz.

Et depuis peu, on dénote un intérêt grandissant pour la conservation des édifices importants. On intégrera la maison Molson à la maison de France, d'anciens bâtiments au futur Centre de commerce mondial de la rue St-Antoine, comme l'ont fait le projet Alan ou la place Mercantile, rue Sherbrooke. Selon Serge Gariépy, du service d'urbanisme de la ville de Montréal, une nouvelle dimension s'installe chez les développeurs : celle du souci du patrimoine.

« C'est très rentable non seulement pour la Ville qui tient à conserver ses édifices de prestige, croit-il, mais aussi pour les développeurs en terme d'image corporative ».

Mais outre cet engagement chez les développeurs, il y a ceux qui desinent la ville sur leurs plans et devis.

En effet, le nouvel horizon monténéralais est surtout l'affaire de quelques architectes. De projet en projet, on fait appel aux mêmes mains pour tracer, à petit feu, le profil urbain. On peut compter sur les doigts d'une main les architectes des dix derniers projets les plus innovateurs du centre-ville.

La future Place Montréal Trust, le Centre Eaton, le Centre canadien d'architecture seront signés Peter Rose. La firme Webb, Zerafa, Menkes & Housden, qui a réalisé la Banque Nationale de Paris et le projet des Coopérants, s'attaque maintenant au futur édifice de la Banque de Nouvelle-Écosse, coin Mansfield et Sherbrooke, et au projet Tropiques Nord à côté d'Habitat 87. Tolchinski & Goodz, concepteurs de l'Industrielle-Vie et de la future Place Félix-Martin, ont une dizaine d'autres projets en plan pour le centre-ville, dont la future maison de France sur l'avenue McGill. Ray Affleck, un des témoins de l'architecture monténéralaise, a mis la main à la rénovation du Windsor, des Cours Mont-Royal et bientôt du Centre de commerce mondial.

René Menkes est l'un des concepteurs du plus gros et plus audacieux projet immobilier construit à Montréal depuis vingt-cinq ans : la Maison des Coopérants, \$ 150 millions, une tour à bureaux et un labyrinthe de galeries marchandes creusées sous une cathédrale de 5,44 millions de kg, maintenue entre ciel et terre par une armée de pilotes. Kitch pour certains, insolente et attrayante pour d'autres, la tour rutilante des Coopérants, droit sortie de la firme Webb, Zerafa, Menkes & Housden, pointe depuis peu ses oreilles de chat en plein centre-ville. La même firme a d'ailleurs dessiné la Banque Royale à Toronto et le siège de l'Elif-Aquitaine à Paris.

« Il n'y a rien comme la concurrence. On utilise des matériaux plus chers, et plus nobles. Avant, on était tellement limités par le peu d'argent qu'on construisait des cavernes de béton. Montréal est en voie de devenir une ville très intéressante au point de vue architectural, surtout si la santé économique se maintient », croit M. Menkes.

Mais le temps et l'évolution des moeurs font aussi leur oeuvre. Quand on a présenté le projet des Coopérants aux propriétaires du terrain de l'église anglicane Christ Church en mars 1985, rappelle M. Menkes, les autorités religieuses sont restées bouche bée. Des négociations laborieuses et une foule de modifications au plan initial ont eu raison des réticences.

« Aujourd'hui on doit travailler avec plusieurs intermédiaires, explique M. Menkes. Le client, le service d'urbanisme, et dans ce cas-là, les propriétaires du terrain de l'église ».

Mais, disent les architectes, la Ville s'intéresse encore davantage aux problèmes de soufflerie, d'ensoleillement, d'accès et de sécurité pour les piétons qu'à l'aspect esthétique des bâtiments. Surtout lorsque les plans sont conformes aux règlements de zonage, la Ville n'a théoriquement aucun pouvoir d'interven-

tion.

Ainsi, assure M. Clément Demers, du service d'habitation et de développement de la Ville, le manteau de verre de la Maison des Coopérants, dont les plans ne dérogent pas aux règlements de zonage, aurait pu être rayé vert et jaune sans que la ville n'y puisse rien !

◆ Les moules

pitais montréalais. Leur état est jugé sérieux, mais stable.

Le porte-parole du ministère des Pêches et Océans, M. Yvon Bureau, a indiqué que pour l'instant les tests de routine effectués sur les stocks de moules en provenance des Îles-de-la-Madeleine ne révèlent rien et qu'il s'agissait d'une mesure de prudence.

Il a ajouté que le ministère ne prévoyait pas, de façon préventive, émettre d'avertissement aux moules cultivées ou sauvages de Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick ou du Maine, en dépit de la décision de certains distributeurs. « Tant qu'il n'y aura pas de preuves que ces moules ne sont pas bonnes, il n'y a pas de raison de les bannir du marché. Il faut arrêter de spéculer ! », a dit M. Bureau.

De leurs côtés, plusieurs restaurateurs montréalais se sont dit outrés par le manque de responsabilité du ministère qui, à leur avis, a tardé à leur communiquer la décision.

Ainsi, à La Moulerie, où l'on sert deux tonnes de moules par semaine, et au restaurant Willoof, on disait n'avoir été avisés qu'hier matin par un inspecteur de la Communauté urbaine de Montréal de l'avertissement lancé samedi à 17 h 00 par le ministère.

Aussi, samedi soir, au moment où le ministère émettait son avis, La Moulerie affichait en toutes lettres à sa porte « Nous servons des moules des Îles-de-la-Madeleine ».

« C'est à peine croyable de penser qu'on ait été avisés par des clients et des journalistes. Il y a une irresponsabilité de la part du gouvernement qui met en péril non seulement notre crédibilité, mais surtout la santé de nos clients », s'est indigné M. Pierre Murphy, l'un des propriétaires de La Moulerie.

Au ministère de la Santé et du Bien-Être social, on indiquait hier qu'il était effectivement très difficile d'entrer en communication avec tous les points de ventes et qu'on laissait aux expéditeurs la tâche d'avertir tous leurs clients.

Même si la majorité des restaurateurs se sont approvisionnés en début de semaine de moules du Maine et du Rhode Island, la cote d'arrêt des consommateurs pour le mollusque est à son plus bas. « Les clients n'ont plus confiance. Les moules, c'était notre spécialité alors ça affecte beaucoup l'achalandage », déplore Elizabeth Marciano, propriétaire de Willoof. Le propriétaire de La Moulerie estime quant à lui que ses recettes ont fondu de 60 % depuis l'alerte aux moules de l'Île du Prince-Édouard. On n'y sert d'ailleurs plus de moules depuis samedi soir, les habitués doivent donc se rabattre sur les crevettes et autres fruits de mer qui ont pris la relève au menu.

◆ Le RÉA

printemps prochain pour améliorer le RÉA. Il rappelle que ces dernières semaines le gouvernement a déjà enrichi le programme en permettant le rachat par les compagnies d'une certaine portion (10%) des actions émises et qu'on avait prolongé jusqu'à la fin de février la période pendant laquelle les contribuables peuvent se prévaloir des déductions fiscales en vertu du RÉA.

Dans le cas des actions accréditées, le premier ministre précise que le gouvernement québécois ne peut s'engager fermement à maintenir cette exemption (133%) tant qu'il ne saura pas si le gouvernement fédéral la maintiendra de son côté. Celui-ci fera connaître sa décision lors de la déclaration que fera vers le 15 décembre le ministre Michael Wilson sur la réforme fiscale.

Les actions accréditées sont un moyen efficace de réduire le chômage et le gouvernement québécois y croit, a-t-il dit, rappelant que l'exploration minière engendrée par les actions accréditées a permis de ramener le chômage de 20 % à 7 % en Abitibi.

Dès que la décision du gouvernement fédéral sera connue sur les actions accréditées, le gouvernement québécois réagira, a indiqué M. Bourassa. Dans les jours qui suivront la déclaration de M. Wilson, le ministre québécois des Finances, Gérard-D. Lévesque, fera une déclaration dite d'harmonisation pour ajuster la fiscalité québécoise à la fiscalité fédérale. Celle-ci aura lieu au plus tard le 18 décembre.

Cette nouvelle interprétation est vivement contestée aux États-Unis même où le Congrès vient de faire reculer l'administration en imposant la première interprétation jusqu'en janvier 1989 date du départ du président Reagan. « Cette décision, conjugée au fait que le budget du programme est sabré, que les développements technologiques ne sont pas attendus avant une dizaine d'années et que les Soviétiques sont prêts à accepter une prolongation de dix ans du traité ABM, pourraient aboutir à un accord entre les deux parties », dit M. Fortman.

Avec le traité INF en poche, les deux hommes d'État vont poursuivre leur programme politique de façon différente. Selon M. Lévesque, le leader soviétique fera des propositions spectaculaires sur le problème des armes conventionnelles en Europe pour séduire nos alliés. Il pourrait même procéder à un retrait unilatéral de troupes pour montrer sa bonne volonté. « Gorbatchev à le temps devant lui et son programme de réforme économique est tellement vital qu'il est prêt à accepter une forme de retrait de l'Union soviétique de la scène internationale. D'ailleurs, cela est déjà le cas actuellement ».

Cet activisme soviétique posera des problèmes aux Américains, enchaîne M. Fortman. « Ou bien Reagan saisit la chance et fait des concessions, sur la « guerre des étoiles », par exemple, ou bien les États-Unis se retrouvent isolés et face à des Européens qui voudront s'entendre directement avec les Soviétiques. L'extraordinaire dextérité diplomatique de Gorbatchev va finir par brouiller les Occidentaux si ceux-ci ne répondent pas de façon cohérente à ses avances », déclare-t-il.

Libre-échange : l'impasse demeure

OTTAWA (LE DEVOIR-CP) — L'impasse dans la rédaction du texte final de l'accord de libre-échange n'était pas encore résolue tard hier soir malgré les intenses efforts de hauts fonctionnaires américains et canadiens réunis à Ottawa pour une deuxième journée consécutive.

Leur marathon de négociations d'une durée de 11 heures samedi et d'encore plus dimanche aurait toutefois permis de faire des progrès, ont indiqué, à l'heure du dîner, l'ambassadeur américain Thomas Niles et, plus tard, le directeur des communications du premier ministre, Bruce Phillips.

Toute la fin de semaine, les équipes de négociations de haut niveau ont tenté de venir à bout des trois points litigieux, soit le transport maritime, le Pacte de l'auto et le mé-

canisme d'arbitrage des différends commerciaux.

Du côté américain, l'ambassadeur Thomas Niles dirigeait la délégation composée du sous-secrétaire au Trésor Peter McPherson, du sous-représentant au Commerce Alan Olmer et du négociateur Peter Murphy.

Ottawa, pour sa part, a envoyé le chef de cabinet du premier ministre Derek Burney et le négociateur Simon Reisman. M. Burney était un des participants de cette négociation de la dernière heure qui avait eu lieu à Washington à la fin septembre et qui avait permis d'obtenir un accord de principe pour le 3 octobre.

Contrairement au mois de septembre, on a évité en fin de semaine d'impliquer des politiciens. Les ministres du Commerce extérieur Pat Carney et des Finances Michael Wil-

son, le secrétaire au Trésor James Baker et le représentant au Commerce Clayton Yeutter ne s'en sont pas mêlés, l'ampleur des problèmes ne semblant pas assez importante.

À son entrée hier, le négociateur américain Peter Murphy a indiqué qu'il ne restait que des problèmes de sémantique à régler.

Leur sérieux a quand même obligé les hauts fonctionnaires à venir à la rescousse de M.M. Murphy et Reisman qui ont rompu les ponts mercredi dernier après avoir accouché sur trois points.

De plus, les choses ne semblent pas aller aussi rondement que prévu. Les véhicules venus chercher les Américains, en fin d'après-midi hier, pour les mener à l'aéroport s'en sont retournés bredouilles, les pourparlers se poursuivant encore tard hier soir.

De chaque côté, on veut en finir car le temps presse et la pression politique monte. Le texte doit être signé par le premier ministre Mulroney et le président Reagan le 2 janvier prochain, date limite imposée par le Congrès américain.

De plus, le comité parlementaire canadien, qui termine ses audiences demain, les députés et le Congrès américain aimeraient voir le texte final avant que les deux hommes ne le paraphent.

Au moment d'aller sous presse, les discussions se poursuivaient toujours et pourraient continuer encore aujourd'hui. Mais le texte final ne sera pas rendu public immédiatement après avoir été terminé. Il faudra avant que les deux exécutifs y jettent un coup d'oeil et que le document soit traduit.

le gouvernement fédéral est à cet égard excellente, soutient-il tout en refusant de partir en guerre contre le premier ministre Mulroney qui hésite à octroyer aux chantiers navals du Québec l'assemblage de deux frégates. « Ce n'est pas facile de gouverner le Canada lorsque cinq régions sont en concurrence », dit-il à la décharge de son homologue fédéral tout en notant que dans une demi-douzaine de dossiers le Québec avait eu satisfaction depuis deux ans.

◆ Gorbatchev

l'accord sont sévères et innovatrices. « Ce traité va servir de base pour les prochains accords et permettra en fin de compte de contrôler le retrait et la destruction d'armes », dit-il. Par ailleurs, les traités signés ne faisaient que limiter certaines armes nucléaires et imposaient des mesures de vérification qui donnaient prise à la critique et aux accusations de violation.

Lorsque le président Reagan et M. Gorbatchev signeront, demain, le traité INF des deux pays s'engagent à se débarrasser de 2000 missiles pour l'Union soviétique et 800 pour les États-Unis (armes déployées et en stock). « C'est un premier pas en avant que les pacifistes saluent. Cependant, le mouvement pour la paix ne doit pas se laisser endormir, comme il y a 25 ans, par cette signature. Le but à atteindre est de stopper la course aux armements et de réduire les budgets militaires », déclare le sociologue Jean-Guy Vaillancourt, une des figures de proue du mouvement pacifiste canadien. Il rappelle que le plus important, un éventuel accord sur une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques, est l'objectif ultime qu'ont promis les deux superpuissances.

Selon M.M. Lévesque et Fortman, le véritable test de ce sommet sera son résultat en ce qui concerne les négociations sur les armes stratégiques (START) et la « guerre des étoiles ». Ils estiment que le traité INF est mineur et que, pour la bonne santé du processus de contrôle des armements, les deux Grands devraient annoncer une mesure d'importance sur les START. « Il n'est pas impossible que les deux leaders s'entendent sur un accord intérimaire réduisant de 50 % les arsenaux stratégiques tout en respectant le traité ABM. Le tout pourrait être signé lors du prochain sommet à Moscou dans six ou huit mois », dit M. Lévesque.

« Le problème, c'est le lien entre la réduction de 50 % et le traité ABM qui limite un programme comme celui de la « guerre des étoiles ». Reagan tient mordicus à son projet IDS alors que Gorbatchev est obsédé par le défi technologique que cela représente pour son pays. Nous verrons, à la fin du sommet, si les deux ont fait des progrès pour rapprocher leurs positions. À mon avis, ils ne sont pas aussi éloignés qu'on peut le croire », poursuit M. Lévesque.

Un accord sur une réduction des armes stratégiques a toujours échoué sur le lien avec le programme IDS. Les Soviétiques sont prêts à réduire de 50% leurs arsenaux si les États-Unis limitent considérablement leur programme de bouclier spatial. La recherche et le développement d'armes antimissiles est gouverner par le traité ABM, signé en 1972 par les présidents Nixon et Brejnev. Jusqu'au début de 1986, les deux pays ont toujours respecté l'interprétation stricte qui permettait la recherche mais non les essais et le déploiement. L'administration Reagan veut maintenant adopter une interprétation large qui lui permettrait de procéder à des essais et à un déploiement partiel.

Cette nouvelle interprétation est vivement contestée aux États-Unis même où le Congrès vient de faire reculer l'administration en imposant la première interprétation jusqu'en janvier 1989 date du départ du président Reagan. « Cette décision, conjugée au fait que le budget du programme est sabré, que les développements technologiques ne sont pas attendus avant une dizaine d'années et que les Soviétiques sont prêts à accepter une prolongation de dix ans du traité ABM, pourraient aboutir à un accord entre les deux parties », dit M. Fortman.

Avec le traité INF en poche, les deux hommes d'État vont poursuivre leur programme politique de façon différente. Selon M. Lévesque, le leader soviétique fera des propositions spectaculaires sur le problème des armes conventionnelles en Europe pour séduire nos alliés. Il pourrait même procéder à un retrait unilatéral de troupes pour montrer sa bonne volonté. « Gorbatchev à le temps devant lui et son programme de réforme économique est tellement vital qu'il est prêt à accepter une forme de retrait de l'Union soviétique de la scène internationale. D'ailleurs, cela est déjà le cas actuellement ».

Cet activisme soviétique posera

des problèmes aux Américains, enchaîne M. Fortman. « Ou bien Reagan saisit la chance et fait des concessions, sur la « guerre des étoiles », par exemple, ou bien les États-Unis se retrouvent isolés et face à des Européens qui voudront s'entendre directement avec les Soviétiques. L'extraordinaire dextérité diplomatique de Gorbatchev va finir par brouiller les Occidentaux si ceux-ci ne répondent pas de façon cohérente à ses avances », déclare-t-il.

◆ Le PQ

cuses, croyant avoir fait ce qu'elle devait faire.

L'entendant à la télé ou prenant connaissance des propos de Mme Harel, des jeunes et d'autres militants ont été piqués au vif. Durant toute la matinée d'hier, pendant que les autres s'affairaient aux modalités du congrès à la direction, les membres de l'exécutif et les jeunes étaient notoirement absents, les premiers tentant de remonter le moral des seconds, qui voulaient ouvrir le débat. Il y eut un continuuel va-et-vient, conciliabules et rumeurs de couloir.

Excédé d'être aux prises avec les mêmes pénibles tractations de la veille, M. Chevette s'empare du micro et lance que personne n'a été trompé et qu'il n'y a eu ni perdants ni gagnants. Tous doivent se rallier aux décisions prises, et ceux qui veulent faire de la magouille devraient s'en aller au NPD ou ailleurs. Le PQ doit cesser de s'autoflageller et ne plus tolérer la dissidence hors de ses instances démocratiques. Ce qui compte, ce sont les décisions, pas les interprétations qui en sont faites ou les attitudes dans les couloirs. Personne n'a lieu de se glorifier d'avoir une attitude triomphaliste, dit-il, dans une allusion évidente à sa collègue de Maisonrouve.

Aux journalistes, M. Chevette explique que les jeunes en avaient contre l'attitude triomphaliste de Mme Harel et se sentaient démotivés. Durant toute la matinée, il s'est employé à les rassurer, expliquant que le conseil national, instance suprême du PQ entre les congrès, en a assez des intrigues et des ragots de couloir. Et ceux qui n'acceptent pas ça, dit-il, c'est la poignée de leur tombe qu'ils préparent. Sans équivoque, les militants veulent le respect des structures démocratiques et le règlement des problèmes dans les instances appropriées, pas ailleurs.

M. Chevette se réjouit des efforts et de la bonne foi des jeunes. Il accepte aussi les divergences, à la condition qu'elles s'expriment dans le respect des personnes et des instances. Il est vrai que Mme Harel ne s'est pas excusée et a eu une attitude un peu glorieuse dans les couloirs, mais le conseil s'est satisfait de ses derniers propos, et c'est ça qui compte finalement. Il aurait préféré qu'elle soit plus humble et magnanime, comme ses collègues Gerald Godin et Christian Claveau. Mais il n'y a ni vainqueurs ni vaincus et il se refuse désormais à toute autopsie ou analyse des états d'âme.

Aux jeunes qui se demandent inquiets de leur avenir dans le parti, M. Chevette suggère d'attendre et de continuer à se battre pour faire valoir leurs vues. Ce qui importe, c'est que tout le monde respecte une certaine éthique les uns envers les autres, sans suspicion ou atmosphère de règlement de comptes. Mme Harel s'y engage comme les autres, et c'est ce qui importe pour l'avenir, au lieu de se déchirer mutuellement sur la place publique. Quand on accepte un blâme, comme la députée l'a fait, c'est qu'on a fait quelque chose de pas correct, conclut le chef de l'opposition.

Ces discours semblent avoir convaincu les jeunes. Leur présidente, Mme Isabelle Courville, admet que plusieurs se sentent démotivés par les propos de Mme Harel à leur égard. Mais ils veulent rester pour continuer à reconstruire le PQ.

Samedi matin, la présidente intérimaire du parti avait rappelé le blâme sévère du conseil exécutif national à M. Godin et à tous ceux qui n'ont pas respecté les règles démocratiques du PQ, quant à leur dissidence contre M. Johnson. Pour Mme Nadia Assimpoulos, il y a là une grave question d'éthique. Une motion de blâme ne suffit pas. Les trois députés en cause doivent s'excuser et, en contrepartie, les jeunes devraient retirer leur demande d'exclusion.

Les députés de Mercier et d'Ungava s'exécutent. Ils signent un document disant notamment: « Si, sans le vouloir, nos propos et nos attitudes ont blessé ou offensé des militants, nous nous en excusons ». Le nom de Mme Harel y apparaît aussi, mais elle n'a pas signé, forte de l'appui de ses militants de Maisonrouve. Elle accepte le blâme mais ne peut y souscrire, dit-elle au micro. Elle est une femme libre, insoumise, et a agi honnêtement, et la menace d'exclusion est inopportune. Mais pour l'avenir, elle est prête à agir dans les

instances péquistes.

Ses propos sont applaudis par environ le tiers de la salle, mais décriés par plusieurs, notamment le président de l'Outaouais, M. Emmanuel Marcotte, qui demande son expulsion. Mme Assimpoulos propose alors que Mme Harel soit suspendue pour six mois.

Un long débat passionné s'engage. M. Godin opine que ceux qui veulent une livre de chair et de sang ont tort, et que les jeunes doivent faire leur apprentissage comme les autres, sans s'attendre à tout gagner tout le temps. D'autres disent que la peine demandée surpasse l'offense et que l'heure est à la réconciliation.

Trois députés se mettent en ligne pour dire que Mme Harel doit être sanctionnée: Mme Carmen Juneau, M.M. Michel Gauthier et Jean-Pierre Charbonneau. Mais pour Mme Francine Lalonde, c'est un règlement de comptes contre la députée. Pendant ce pénible débat, M. Chevette fait sans cesse la navette entre l'exécutif et Mme Harel, assise avec ses militants. Des mots durs s'échangent entre militants. Le conseiller au programme, M. Claude Masse, rappelle que la députée n'a pas agi selon les règlements du parti et qu'il est odieux de contester un chef élu au suffrage universel et confirmé en congrès général.

Pour la troisième fois, Mme Harel revient au micro. Elle reproche à Mme Isabelle d'avoir dit que deux députés ont plié devant les jeunes. Pour elle, ils ont rompu la bonne foi. Mais, pour le bien du parti, elle accepte le blâme de l'exécutif et s'engage à ne pas récidiver hors des instances. Tout le monde se lève, applaudit, les jeunes retirent leur demande, et une dizaine d'autres semblables deviennent caduques.

M. Chevette reconnaît devant les journalistes que Mme Harel ne s'est pas excusée, contrairement aux deux autres; mais en acceptant le blâme, elle reconnaît ses torts. Les militants en sont satisfaits, lui aussi, c'est un compromis honorable. Pour lui, la réconciliation est évidente.

En même temps, Mme Harel tenait des propos qui jetaient de l'huile sur les flammes encore fumantes et ont failli relancer les hostilités hier.

Tous se réjouissaient par contre de ce que M. Chevette, par son attitude directe et franche, ait réussi à éviter le pire: un autre schisme dévastateur à la veille d'une course à la direction. A plusieurs reprises, les militants l'ont spontanément ovationné, scandant même son prénom, comme aux beaux soirs d'un autre Guy, au Forum de Montréal. Il s'est employé habilement à trouver des compromis qui ont évité d'autres déchirements internes, rappelant à tous leurs responsabilités et que la fin ne justifie pas les moyens. Il se satisfait que, pour l'avenir, les péquistes laveront leur linge sale en famille plutôt que sur la place publique.

◆ Haïti

font avorter le scrutin du 29 novembre dernier et déclencher un véritable bain de sang en Haïti.

Scandant « CNG Assassins - Conservateurs Complices », « CNG Assassins. Landry complice », les manifestants ont défilé pendant plus de deux heures devant l'Hôtel Reine Elizabeth où le premier ministre Brian Mulroney rencontrait quelque 3000 sympathisants conservateurs, réunis dans le cadre du souper annuel de l'ailie québécoise du PC.

Le rappel de l'ambassadeur est une mesure insuffisante, a déclaré au DEVOIR, M. Serge Bouchereau, porte-parole du comité de coordination de la solidarité au Canada avec le peuple haïtien.

Le gouvernement canadien, affirme M. Bouchereau, doit mettre fin à toute aide économique bilatérale en Haïti jusqu'à l'avènement d'un nouveau gouvernement de transition ayant l'appui populaire. Ottawa, dit-il, doit tout mettre en oeuvre pour isoler sur le plan international un « gouvernement illégitime qui assassine notre peuple ».

Selon M. Bouchereau la situation ne fait qu'empirer en Haïti depuis le 29 novembre, jour du scrutin avorté. Les autorités et leurs complices se livrent, dit-il, à de véritables opérations de rattachage. « Nous craignons un génocide », dit-il.

La Coordination demande aussi au premier ministre Mulroney de porter le dossier haïtien jusqu'aux Nations-Unies en vue d'obtenir la condamnation du Conseil national du gouvernement (CNG).

Ottawa doit aussi, demande le Comité, s'opposer à toute intervention militaire d'une puissance étrangère, des forces carabennes ou des forces de l'organisation des États américains (OEA) en Haïti.

Depuis l'annulation du scrutin du 29 novembre, la communauté haïtienne exerce des pressions croissantes sur le gouvernement canadien pour qu'il modifie sa position à l'endroit du Conseil national de gouvernement (CNG), mené par le gé-

néral Henry Namphy.

Selon les porte-parole de la communauté haïtienne, le gouvernement canadien a fait preuve d'une grande naïveté en triplant son budget d'aide à Haïti sur la seule foi des promesses du général Namphy.

Mme Landry a affirmé la semaine dernière qu'Ottawa pourrait limiter ses relations avec Haïti si son gouvernement n'obtient pas des explications satisfaisantes au sujet des actes de violence survenus dans ce pays pauvre des Antilles.

De son côté, le ministre des Affaires Extérieures, M. Joe Clark, a indiqué que le Canada n'est pas disposé à couper l'aide versée à Haïti, de peur de nuire aux pauvres de ce pays qui comptent sur les contributions étrangères.

« Aujourd'hui encore je ne vois aucune raison pour couper l'aide versée », a indiqué dimanche Mme Landry. « Notre aide est versée directement aux pauvres. Aucun argent ne va au gouvernement ».

Le Canada avait envoyé une équipe d'observateurs lors de ces élections et contribué pour \$ 1 million, principalement en fournissant des boîtes de scrutin.

L'équipe canadienne était dirigée par M. Michel Gauvin, ancien ambassadeur canadien de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU à Haïti. M.M. Pierre Côté, directeur des élections du Québec et Richard Balasko, assistant du directeur fédéral des élections, participaient également à la mission. Ils ont pu observer l'inaction des policiers et des soldats devant les attaques menées contre les électeurs à coups de machettes et de fusils.

◆ 200,000

Certains criaient les noms d'amis ou de membres de leurs familles en attente d'un visa d'émigration.

Toutes les organisations juives américaines et des droits de la personne étaient représentées aux côtés d'une population non enfant de tous âges qui s'est mise soudainement à danser au rythme d'un air de musique folklorique juive ashkenazite interprété par un groupe de musiciens.

Des messages en hébreu et des drapeaux israéliens volaient avec un arbre de Noël et une arche fleurie arborant le message: « Paix sur la terre aux Hommes de bonne volonté ».

Les restrictions soviétiques à l'égard de l'émigration des refuzniks ont été récemment assouplies, mais selon des estimations occidentales quelque 40,000 juifs tentent encore sans succès d'obtenir un visa d'émigration.

À Moscou, vingt-cinq juifs auxquels les autorités soviétiques refusent de délivrer un visa d'émigration et un journaliste américain ont été retenus plusieurs heures hier à Moscou à l'issue d'une manifestation organisée devant le ministère des Affaires étrangères, a indiqué le refuznik Alexander Feldman.

Un journaliste américain de la chaîne de télévision CNN, M. Peter Arnett, qui couvrait la manifestation des refuzniks a été arrêté par la milice soviétique et n'a dû qu'à l'intervention du consul général des États-Unis en URSS d'être relâché quatre heures plus tard.

Selon M. Feldman, le dernier des refuzniks interpellés a été libéré trois heures plus tard par la police. La manifestation a été perturbée par des « contre-manifestants » qui ont prêté main-forte aux agents du KGB (police politique soviétique) pour disperser les candidats à l'émigration.

Les quelque 200 « contre-manifestants » étaient arrivés sur place dans des autobus escortés par la milice et ont déployé des banderoles sur lesquelles étaient inscrits des slogans pacifistes et des souhaits de réussite du sommet entre M.M. Reagan et Gorbatchev, qui doit s'ouvrir lundi à Washington.

La télévision soviétique a rendu compte hier soir des incidents comme si la « contre-manifestation » avait en fait été perturbée par « un groupe de démagogues ».

Sur le front diplomatique, le traité américano-soviétique sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires (INF) que doivent signer demain à Washington M.M. Reagan et Gorbatchev est prêt et aucune négociation de dernière minute n'est en cours, a déclaré hier M. George Shultz.

Le secrétaire d'État américain, interrogé lors d'un débat télévisé, a précisé que les experts chargés de mettre la dernière main à la rédaction finale du texte, en étaient au stade de la comparaison des versions en russe et en anglais. « Tout est terminé » en ce qui concerne la négociation de cet accord, a-t-il affirmé.

M. Shultz a par ailleurs réaffirmé qu'après les INF, l'étape suivante du processus de désarmement ne porterait pas sur les forces nucléaires à courte portée en Europe. « Il nous reste plus de 4,000 armes nucléaires en Europe et elles doivent y rester », a-t-il dit.